PUBLIC HEALTH SCHWEIZ
SANTE PUBLIQUE SUISSE
SALUTE PUBBLICA SVIZZERA

The Swiss Society for Public Health

RAPPORT ANNUEL 2024

Santé publique Suisse est l'organisation indépendante nationale qui défend le point de vue de la santé publique. Elle est le réseau inter-thématique et interdisciplinaire national pour les professionnel-le-s de la santé publique, elle vise à créer des conditions cadres optimales pour la santé de la population et offre son expertise aux décisionnaires.

Impressum

Éditrice
Santé publique Suisse, Berne

Parution
Juin 2025

Responsable

PUBLIC HEALTH SCHWEIZ
SANTE PUBLIQUE SUISSE
SALUTE PUBBLICA SVIZZERA
The Swiss Society for Public Health

Dufourstrasse 30, CH-3005 Berne
www.public-health.ch

Auteur-trice-s
Thomas Steffen | Mavila Lutumba | Gabriela Bannwart | Isabel Zihlmann | Arnaud Chiolero | Matthias Köster | Daniel Frey | Verena Hoberg | Tanya Kasper-Wicki | Verena Biehl | Brigit Keller | Oliver Grübner | Katharina Jungo | Luana Marbot | Wim Nieuwenboom | Sabine Rohrmann | Thomas Steffen | Kaspar Wyss | Stefanie Zehnder

Layout
Evelyn Müller Grafikdesign, Zofingen

Bilder | Illustrationen
Evelyn Müller Grafik
Stefanie Zehnder
Peter Schneider
Andreas Flühmann

ÉDITORIAL 2024 4

1 ACTIVITÉS

1.1 CONFÉRENCE SUISSE DE SANTÉ PUBLIQUE 2024 : « RENFORCER LA CULTURE DE LA SURVEILLANCE SANITAIRE » 6

1.2 CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA DÉMENCE 2024 7

1.3 AUTRES MANIFESTATIONS 8

Conférence « Médecine de genre et santé publique » – Un plus pour toute la société 8

Webinaire sur l'alimentation : « Données nutritionnelles pour la santé publique – justes et importantes » 8

Population Health Monitoring Meeting 2024 9

Symposium sur la médecine du travail : « Le travail rémunéré en tant que facteur de santé publique » 9

Forum Novartis de la santé : « La Suisse a-t-elle besoin d'un plan de santé pour les femmes ? » 9

Webinaire avec les acteurs de la petite enfance : « Ensemble dès le départ ! Comment y parvenir ? » 9

Swiss Hepatitis Symposium 2024 : « Surveillance & Response » 10

Symposium sur le DEP : « Révision de la loi et jeu de données minimal – Les chantiers de la mise en œuvre » 10

1.4 PRISES DE POSITION 11

Prises de position 11

1.5 COMMUNICATION 12

Informations aux médias 12

1.6 ACTIVITÉS DES GROUPES SPÉCIALISÉS 13

Groupe spécialisé Nutrition 13

Groupe spécialisé Santé et développement durable 13

Groupe spécialisé Promotion de la santé et prévention 13

Groupe spécialisé Global Health 14

Groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents 14

Groupe spécialisé Santé mentale 14

Groupe spécialisé Public Health Surveillance & Monitoring 15

Groupe spécialisé Digital Public Health 15

1.7 AUTRES ACTIVITÉS ET ENGAGEMENTS 16

Plateforme pour la prévention de la grippe et du Covid 16

Alliance Activité physique, sport et santé 16

Alliance Alimentation et santé 17

Alliance pour la santé en Suisse 17

APN-CH 17

Intergroupe parlementaire et coordination politique MNT 18

Pro-salute Suisse 18

ScolarMed 18

Programme de mentoring 19

Veille politique 19

prevention.ch 19

Groupe d'experts pour la désaccoutumance au tabac et à la nicotine 19

2 À PROPOS DE SANTÉ PUBLIQUE SUISSE

2.1 L'ASSOCIATION 20

2.2 LE COMITÉ 20

2.3 LE CONSEIL D'EXPERTS 21

2.4 L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES MEMBRES 24

2.5 LE SECRÉTARIAT 24

ÉDITORIAL

« Public health is an adventure between health for all and all for health ! »

Prachi Kerkar, experte en santé publique, Inde

Chères lectrices, chers lecteurs,

La citation de Prachi Kerkar résume parfaitement la situation : l'engagement en faveur de la santé publique est un voyage passionnant, parfois même aventureux – un voyage qui nous concerne tous et que nous pouvons concevoir ensemble. Nous aspirons à la santé pour tous et dépendons en même temps de l'engagement de tous pour atteindre cet objectif. Santé publique Suisse est fière de faire partie de ce voyage depuis de nombreuses années et de promouvoir ainsi activement la santé de la population.

L'année passée était marquée par d'importants développements et un travail intense dans de multiples domaines. Le présent rapport en donne un aperçu complet. Il convient de souligner nos initiatives les plus diverses ayant trait aux maladies transmissibles et non transmissibles, concernant par exemple la santé mentale des jeunes, ainsi que nos activités en faveur de l'ePublic Health et d'une alimentation saine et durable. Cet engagement dynamique n'est possible que grâce à un large échange interdisciplinaire, condition essentielle au bon fonctionnement d'un réseau de santé publique. Le soutien actif de nos membres et de nos organisations partenaires nous a permis, en 2024 également, de donner des impulsions significatives et de faire avancer la santé publique en Suisse.

Nous tenons à remercier tout particulièrement Corina Wirth pour le travail qu'elle a accompli au cours des dernières années. En tant que directrice de Santé publique Suisse, elle a profondément marqué notre organisation et a mis en œuvre avec succès de nombreux projets importants. Elle quitte son poste pour reprendre la direction de palliative.ch. Nous la remercions chaleureusement pour son engagement infatigable et lui souhaitons le meilleur pour l'avenir.

Un grand merci est dû à Verena Hoberg, Stefanie Zehnder et toute l'équipe du secrétariat. Grâce à un engagement extraordinaire, elles ont réussi à gérer avec succès la période de transition. Nous remercions également les personnes actives au sein du comité et du conseil d'experts ainsi que les nombreux membres qui, par leur expertise et leur engagement, contribuent à renforcer et faire vivre Santé publique Suisse.

Nous continuerons notre voyage avec, à partir du 1er mars 2025, Bettina Maeschli comme nouvelle directrice, et nous nous réjouissons de relever de nouveaux défis et de saisir les opportunités en votre compagnie. Gardons le cap ensemble pour un avenir plus sain.

Nous vous souhaitons une lecture inspirante du rapport annuel et nous nous réjouissons de poursuivre notre travail commun en faveur de la santé publique en Suisse.

Thomas Steffen,
Président, au nom du comité de Santé publique Suisse

Corina Wirth & Thomas Steffen

Thomas Steffen
Public Health Schweiz
CHOCOLAT-WAFFELN
CHOCOLAT NOIR
JARDINS DE PEROLLES

1.1

CONFÉRENCE SUISSE DE SANTÉ PUBLIQUE 2024 : « RENFORCER LA CULTURE DE LA SURVEILLANCE SANITAIRE »

La Conférence suisse de santé publique 2024 Conférence suisse de santé publique 2024, organisée par Santé publique Suisse et la SSPH+ en collaboration avec l'Université de Fribourg et le #PopHealthLab, s'est déroulée les 3 et 4 septembre. Environ 300 personnes étaient présentes à Fribourg. La forte affluence prouve qu'il existe un intérêt considérable pour le renforcement d'une culture de la surveillance sanitaire en Suisse.

La conférence a mis en lumière l'urgence d'une surveillance globale de la santé, notamment en ce qui concerne les défis liés au cancer, aux risques environnementaux, aux inégalités sociales en matière de santé et à l'augmentation des maladies infectieuses. À une époque où les informations se propagent rapidement et parfois de manière incontrôlée, et où il est possible d'analyser systématiquement d'énormes quantités de données, un suivi fiable et des données étayées sont essentiels. Un aspect décisif et la capacité à interpréter correctement ces données et à les intégrer dans les processus décisionnels.

Situés à l'interface entre la santé publique appliquée, les sciences de la santé liées à la population et l'épidémiologie, les monitorings de la santé intéressent tous les acteurs qui souhaitent protéger et promouvoir la santé de la population en Suisse.

Swiss Public Health Conference 2024

Lors de la conférence, scientifiques et expert-e-s de différents domaines de la pratique de la santé publique ont discuté des besoins du monitoring dans les soins de santé ainsi que des aspects sociaux, politiques et juridiques qui y sont liés. La nécessité de renforcer la culture du monitoring et de l'utilisation des données a été soulignée. Une meilleure coordination entre les monitorings et la recherche doit notamment être visée. En outre, le rôle des institutions qui fournissent des données indépendantes et fiables comme base pour les décisions politiques a été mis en avant. L'influence de l'environnement sur la santé a également fait l'objet de discussions ; une meilleure prise en compte des facteurs sociaux et environnementaux a été demandée afin de réduire les inégalités dans la répartition des risques au sein de la population.

Un thème récurrent dans les discussions était la communication efficace des données et des informations sur la santé aux décideur-euse-s politiques, afin de leur permettre une prise de décision éclairée. La complexité des efforts pour convaincre des politicien-ne-s a été soulignée. Bien que des données scientifiques soient disponibles, la communication avec les milieux politiques reste un défi. Cela est notamment dû au fait que le domaine de la santé a moins d'influence sur les décisions politiques que d'autres secteurs tels que l'économie. Bien souvent, les mesures de politique de la santé ne sont alors mises en œuvre que progressivement.

La conférence a mis en évidence la nécessité de renforcer les systèmes de monitoring existants et de développer de nouvelles approches pour protéger et promouvoir efficacement la santé de la population.

Il est clairement ressorti des discussions que de nombreuses revendications existent sans que les moyens nécessaires soient mis à disposition. Si l'on veut réaliser des progrès durables dans le système de santé, une question centrale reste donc à clarifier : qui est responsable de l'allocation des ressources financières ?

1.2

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA DÉMENCE 2024

Les tabous autour de la démence étaient au centre de la quatrième Conférence nationale sur la démence, qui s'est tenue le 30 avril 2024 au centre de congrès Kreuz à Berne. Plus de 250 personnes étaient présentes et 320 personnes ont suivi en ligne les discussions sur ce thème qui concerne en Suisse plus de 153 000 personnes atteintes et environ 32 900 nouveaux diagnostics par an. En dépit des importants efforts d'information, les personnes malades sont souvent confrontées à l'incompréhension et à la stigmatisation.

Des spécialistes de renom ont abordé les tabous des points de vue infirmier, éthique, médical et juridique. Les exposés ont montré comment la stigmatisation et le repli sur soi marquent la vie des personnes concernées. La notion de « dignité » a été examinée sous une perspective éthique afin de mettre en évidence de nouvelles approches dans la gestion de la démence. D'autres thèmes étaient les sentiments de dégoût et de honte ainsi que les défis qui se posent dans les soins, marqués par des rapports de force difficiles et un risque accru d'exploitation.

Un autre point fort était consacré à la fin de vie : comment permettre de mourir dans la dignité également aux personnes atteintes de démence ? Dans un témoignage émouvant, une proche soignante a parlé des tabous et de la stigmatisation vécus au quotidien. Pour conclure, le rôle du système de santé était abordé, qui est trop axé sur les maladies aiguës et où les diagnostics sont souvent posés trop tard.

La conférence a fourni de précieuses impulsions pour lever les tabous autour de la démence.

Conférence nationale sur la démence 2024

1.3

AUTRES MANIFESTATIONS

Conférence « Médecine de genre et santé publique » – Un plus pour toute la société

Les aspects spécifiques au genre sont souvent insuffisamment pris en compte dans la médecine et les soins de santé. La conférence « Médecine de genre et santé publique » a mis en lumière l'importance des facteurs biologiques et socioculturels pour la santé spécifique au genre, l'influence du « gender data gap » et les mesures qui s'imposent dans les domaines de la recherche, de la pratique et de la prévention.

L'un des points clés était la sous-représentation des femmes dans les études scientifiques ; le manque de données spécifiques qui en résulte entraîne des distorsions dans les résultats. Les hormones sexuelles et leur influence sur la santé physique et mentale, notamment pendant la ménopause, sont particulièrement mal connues. Les femmes sont sous-représentées dans les soins intensifs, alors qu'elles sont souvent plus fortement touchées par les maladies coronariennes, par exemple.

Des déficits existent également en matière de prévention : les filles, tout comme les enfants issus de l'immigration, font moins d'exercice, ce qui peut avoir des conséquences à vie. En outre, les soins aux proches sont principalement prodigués par des femmes, qui risquent alors d'être confrontées à des charges multiples. Les conditions cadres pour les femmes dans le monde du travail ont également été discutées, par exemple en ce qui concerne la prise en compte de la ménopause.

Stefanie Zehnder intervient à la conférence sur la médecine de genre

La conférence a souligné la nécessité de réaliser des progrès en matière de médecine et de santé spécifiques au genre. Cela inclut la réduction du « gender pay gap », des soins de santé qui tiennent compte du genre et une recherche accrue. Même si des évolutions positives peuvent être constatées, à l'exemple de la chaire de médecine du genre, des changements systémiques s'imposent afin de promouvoir l'égalité dans les soins de santé.

Webinaire sur l'alimentation : « Données nutritionnelles pour la santé publique – justes et importantes »

Le 27 août 2024, le groupe spécialisé Nutrition de Santé publique Suisse a organisé un webinaire intitulé « Données nutritionnelles pour la santé publique – justes et importantes ». Les contributions ont abordé des sujets tels que le statu quo, l'importance des données nutritionnelles pour établir des recommandations basées sur des preuves ou encore l'écart entre étiquetage nutritionnel, pratiques d'étiquetage et décisions politiques. Avec environ 60 participant-e-s le webinaire peut être considéré comme une réussite.

Les intervenant-e-s ont expliqué comment les données nutritionnelles peuvent contribuer à l'élaboration de recommandations alimentaires, à l'identification des inégalités en matière de santé ainsi qu'au soutien de politiques visant à améliorer la situation alimentaire de la population. Un accent a également été mis sur le rôle des données nutritionnelles dans la surveillance des habitudes alimentaires et de leur influence sur les maladies chroniques telles que l'obésité, le diabète et les maladies cardiovasculaires.

D'autres aspects évoqués étaient les enjeux liés à la collecte et à la standardisation des informations nutritionnelles ou la nécessité de disposer d'une base de données transparente et facilement accessible afin de promouvoir le choix d'aliments sains.
La discussion animée qui a suivi les exposés a porté sur ce que les utilisateur-trice-s attendent des données nutritionnelles et sur leur souhait de recevoir de « nouvelles » informations, par exemple sur la durabilité. Des aspects concernant la viabilité financière ainsi que l'influence des décisions politiques sur la collecte et l'entretien des données nutritionnelles ont également été abordés, tout comme une collaboration entre les offices fédéraux et les organisations du domaine de la santé.

Des informations complémentaires sur le programme du webinaire et les intervenant-e-s peuvent être consultées ici.

Population Health Monitoring Meeting 2024

Le premier Population Health Monitoring Meeting a eu lieu le 19 septembre 2024 à l'Obsan à Neuchâtel. Sous l'égide de l'Obsan, de Santé publique Suisse et la Swiss School of Public Health (SSPH+), le but de cette rencontre était de renforcer la culture du monitoring de la santé de la population et favoriser les échanges entre les personnes impliquées dans ce type d'activité en Suisse. Plus particulièrement, il s'agissait de réunir, d'une part, les personnes qui produisent et utilisent ces données pour informer les décideur-euse-s (autorités de santé, professionnel-le-s de santé, population) et, d'autre part, les chercheur-euse-s qui utilisent ces données.

Pour ce premier meeting, le sujet était « L'enquête suisse sur la santé : de la surveillance à la recherche ». Après un mot de bienvenue de Marcel Widmer, directeur de l'Obsan, et du professeur Arnaud Chiolero, directeur académique de la SSPH+ et membre du comité de Santé publique Suisse, les Dr Olivier Pahud et Dr Jonathan Zufferey de l'Obsan ont fait une présentation intitulée « Systèmes de surveillance de l'Obsan : des informations de santé fiables et pertinentes ». Les Dr Vadimir Jolidon et PD Dr Stephane Cullati du Laboratoire de santé des populations (#PopHealthLab) de l'Université de Fribourg ont ensuite abordé le thème « Suivi des inégalités sociales dans le dépistage du cancer à l'aide de l'Enquête suisse sur la santé ».

Des échanges avec la vingtaine de participant-e-s ont permis de discuter notamment de la qualité des données, des contraintes liées à la réalisation de telles enquêtes et de l'importance de tenir compte des besoins pour le monitoring et pour la recherche. Une nouvelle édition est prévue le 16 octobre 2025 au même endroit.

Symposium sur la médecine du travail : « Le travail rémunéré en tant que facteur de santé publique »

Ce symposium a mis en lumière le travail en tant que facteur de santé. Un aspect central était le cadre juridique en matière de santé défini par la loi sur le travail et son importance pour la protection et la promotion de la santé physique et mentale des collaborateur-trice-s. Il a également été souligné que l'importance du monde du travail dans la prévention et les soins de santé est souvent sous-estimée. Les quelque 40 participant-e-s représentant des associations, la recherche et des organisations de santé ont discuté des défis actuels et des approches préventives pour améliorer la santé dans le monde du travail.

L'accent a été mis sur la charge de travail, les sources de stress et la santé mentale au travail. Les modèles de travail flexibles et les effets de la pandémie de Covid-19 ont été mis en lumière, tout comme les défis dans les professions présentant des risques élevés pour la santé. La nécessité de mesures de soulagement ciblées a été mis en évidence à l'exemple des charges psychosociales dans les professions agricoles et les importants taux de burnout dans les professions de la santé.

Lors de la discussion, il a été souligné qu'une réintégration précoce des collaborateur-trice-s malades est décisive, notamment dans les petites et moyennes entreprises. La numérisation, l'adaptation des postes de travail et une gestion globale des absences peuvent y contribuer.

Le symposium a montré qu'en plus de la prévention, la collaboration entre les employeurs, les cadres et les services de santé est essentielle pour promouvoir durablement la santé au travail.

Forum Novartis de la santé : « La Suisse a-t-elle besoin d'un plan de santé pour les femmes ? »

Le 26e Forum Novartis de la santé a eu lieu le 28 octobre 2024 au Musée national de Zurich. La manifestation, organisée par Santé publique Suisse et Novartis Suisse, était intitulée « La Suisse a-t-elle besoin d'un plan de santé pour les femmes ? ». Elle a permis d'approfondir le débat sur la médecine de genre, entamé en juin 2024 lors de la conférence « Médecine de genre et santé publique ».

Catherine Gebhard a évoqué les différences entre femmes et hommes en ce qui concerne les facteurs de risque de maladies cardiovasculaires. Le stress, les hormones et le mode de vie n'ont pas les mêmes effets, ce qui nécessite une recherche et des soins spécifiques aux genres. Sophie Revaz, représentante du Groupe Mutuel, a souligné que seuls 4% des fonds de recherche et d'innovation sont consacrés à la santé des femmes, alors que celles-ci représentent la moitié de la population. Bettina Borisch a mis en évidence les effets positifs sur les familles, les communautés et le marché du travail qui résultent d'une meilleure santé des femmes.

Il est ressorti des discussions que les mesures ciblées de politique de la santé s'imposent. Santé publique Suisse continuera à s'engager pour que les aspects spécifiques aux genres soient pris en compte dans les domaines des soins de santé, du diagnostic et de la prévention.

Webinaire avec les acteurs de la petite enfance : « Ensemble dès le départ ! Comment y parvenir ? »

Le 14 novembre 2024 s'est tenu le webinaire « Ensemble dès le départ ! Comment y parvenir ? », co-organisé par Santé publique

Suisse. Près de 700 participant-e-s dans toute la Suisse – dont de nombreuses sages-femmes, des professionnel-le-s de la puériculture et d'autres acteurs du domaine de la petite enfance – ont discuté d'approches pratiques éprouvées et de projets innovants visant à soutenir les familles vulnérables.

L'accent a été mis sur la collaboration interprofessionnelle et la mise en réseau centrée sur la famille, qui en raison de la structure fédérale n'est pas organisée de manière centralisée en Suisse. Des spécialistes ont présenté des exemples inspirants de différents cantons et organisations, notamment des programmes d'accompagnement de familles socialement défavorisées, des réseaux cantonaux et des offres à bas seuil pour les parents.

Il est ressorti des discussions que le temps, la confiance et une approche participative sont essentiels pour un soutien efficace. Le projet « Starting Strong Together » est actuellement lancé pour renforcer encore la collaboration. Ses objectifs sont d'élaborer un document de base pour les spécialistes, l'administration et la politique et de réaliser une analyse du contexte dans les trois régions linguistiques. Des entretiens avec les communes doivent montrer où elles en sont et de quel soutien elles ont besoin. En outre, les compétences et les ressources des différents acteurs ainsi que la coordination entre eux seront clarifiées. L'échange entre la pratique et la politique sera un autre aspect important. Santé publique Suisse continuera à entretenir le dialogue au sein de ce réseau et informera des progrès réalisés.

Swiss Hepatitis Symposium 2024 : « Surveillance & Response »

Le symposium du 2 décembre 2024 a mis l'accent sur l'importance d'une approche cohérente de « Surveillance and Response » pour une mise en œuvre efficace des programmes d'élimination.

Des concepts et approches issus de différents pays ont été présentés. Ils ont mis en évidence le fait qu'une surveillance efficace des maladies infectieuses dépend de données précises et reliées entre elles, qui peuvent fournir des indications précoces sur la propagation des infections. En Allemagne, par exemple, une modification de la loi concernant les systèmes de surveillance a permis d'améliorer la détection des cas d'hépatite, ce qui a conduit à une analyse et une intervention plus précises. Les systèmes de surveillance doivent être optimisés en permanence et adaptés aux conditions socioéconomiques et culturelles actuelles. L'attention portée sur les groupes à risque spécifiques et l'existence d'une surveillance continue, associés à des technologies innovantes telles que l'intelligence artificielle, ouvrent de nouvelles perspectives pour une réponse plus précise et plus rapide.

Il est apparu clairement qu'une collaboration étroite et un échange d'expériences aux niveaux national et international sont essentiels pour atteindre l'objectif d'éliminer l'hépatite et d'autres maladies infectieuses.

Le symposium a fourni de précieuses pistes de réflexion pour le développement des stratégies de surveillance et de réponse. Il a en outre souligné la nécessité de mieux utiliser et relier les données existantes afin de garantir une lutte efficace contre l'hépatite en Suisse et dans le monde.

Symposium sur le DEP : « Révision de la loi et jeu de données minimal – Les chantiers de la mise en œuvre »

Le développement du dossier électronique du patient (DEP) était au centre de ce 10e symposium. En vue de la révision de la loi, qui prévoit un modèle d'opt-out ainsi qu'une clarification des règles relatives aux compétences et au financement, trois thèmes ont soulevés : la révision de la loi, le jeu de données minimal et la Mobile Health.

L'introduction d'un jeu de données minimal avec des standards pour les informations essentielles telles que la médication, les diagnostics et les allergies, est censé améliorer l'interopérabilité et faciliter l'utilisation du DEP. Il existe cependant des défis liés au financement, à l'acceptation par les prestataires de soins et à la protection des données qui ont fait l'objet de discussions approfondies. L'intégration mobile des données de santé a été considérée comme une opportunité d'augmenter l'utilité du DEP pour la recherche et la médecine personnalisée.

Un thème central du débat était la transformation numérique dans le secteur de la santé, considérée comme un facteur clé pour faire face à la demande croissante et à la pénurie de personnel qualifié. La Poste a présenté sa plateforme technique, qui mise sur la modernisation et la convivialité.

Les spécialistes présent-e-s ont souligné l'importance d'une gouvernance forte, de normes claires et de la sensibilisation de la population aux avantages du DEP. Un consensus s'est dégagé sur le fait que le DEP, malgré les défis financiers et organisationnels existants, jouera un rôle primordial dans l'avenir des soins de santé.

Le symposium a donné lieu à un échange animé entre les spécialistes, les politiques et le public intéressé et a donné des impulsions quant à la voie à suivre vers une mise en œuvre réussie.

1.4

PRISES DE POSITION

Prises de position

En 2024, Santé publique Suisse a formulé et soumis les prises de position suivantes :

- Prise de position sur l'avant-projet « Assouplir les conditions encadrant le télétravail » de la commission de l'économie et des redevances du Conseil national
- Prise de position sur la mise en œuvre de la deuxième étape de l'initiative sur les soins infirmiers
- Prise de position sur la modification des ordonnances réglant les échanges d'importation, de transit et d'exportation d'animaux et de produits animaux
- Prise de position sur la modification de la loi sur les produits thérapeutiques
- Prise de position sur le projet de révision partielle de la loi sur les épidémies (LEp)

Les conférences offrent des apports précieux dans une perspective interdisciplinaire

1.5
COMMUNICATION

Informations aux médias

Santé publique Suisse a publié une information aux médias au cours de l'année 2024 :

- Crise psychique des jeunes gens en Suisse : coopération d'organisations non gouvernementales significatives pour renforcer la santé mentale des adolescent-e-s et des jeunes adultes

Cette information a été envoyée aux médias et diffusée sur les médias sociaux. Elle peut être consultée sur le site internet de Santé publique Suisse.

Avant le début de la Swiss Public Health Conference 2024

1.6

ACTIVITÉS DES GROUPES SPÉCIALISÉS

Groupe spécialisé Nutrition

Le groupe spécialisé, qui compte environ 70 membres issus du domaine Public Health Nutrition, offre une plateforme d'échange interdisciplinaire. Au cours de l'année sous revue, il a tenu deux réunions sous forme hybride à Berne et à Zurich. Elles étaient consacrées à la stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation 2050 (Isabel Zihlmann) ainsi qu'à la nouvelle pyramide alimentaire suisse (Angelika Hayer). Outre ces deux réunions, auxquelles ont participé respectivement 14 et 20 spécialistes, des intervenant-e-s externes ont été invité-e-s à donner des impulsions techniques sur des thèmes d'actualité liés à la nutrition.

Le webinaire « Données nutritionnelles pour la santé publique – justes et importantes », organisé par le groupe spécialisé, a été suivi par une soixantaine de personnes. Il a mis en évidence l'importance d'une information nutritionnelle fiable pour la santé publique.

Le groupe spécialisé Nutrition est également intégré dans des réseaux supérieurs : Annette Matzke représente Santé publique Suisse dans l'Alliance Alimentation et santé (groupes de travail Sucre et Food Labelling), tandis qu'Isabel Zihlmann siège au comité de Santé publique Suisse en tant que responsable du ressort Groupes spécialisés.

Groupe spécialisé Santé et développement durable

En 2024, le groupe spécialisé Santé et développement durable a mis l'accent sur les interfaces avec Planetary Health et One Health. Lors de ses trois réunions et par le biais de coopérations interdisciplinaires, il a abordé les défis et des solutions possibles, notamment en ce qui concerne la sobriété et l'engagement de la société civile.

Un autre point fort était le travail du sous-groupe « Développement durable dans le système de soins », qui s'est penché de manière ciblée sur les soins ambulatoires. Le groupe a participé au forum ETHICH et a noué des contacts avec des services d'aide et soins à domicile afin de promouvoir une transformation durable vers la santé planétaire.

Le sous-groupe « Politique » a été rebaptisé « Parties prenantes et communication » et a intensifié les échanges avec les acteurs pertinents, notamment le Forum Développement Durable, Dialogue 2030 de l'Office fédéral du développement territorial, SDSN Suisse et l'Office fédéral de l'environnement. Le groupe spécialisé s'est en outre engagé dans des projets locaux tels que Climathon, ClimUp ainsi que différents groupes et forums sur l'alimentation et le climat.

Les effets de débordement ODD, les liens ville-campagne et les modèles économiques durables occupent une place de plus en plus importante . Le groupe spécialisé profite de réseaux et de partenariats qu'il entretient avec des organisations telles que l'EUPHA, l'OMS Europe et l'European Observatory pour promouvoir la transformation durable par le biais de l'éducation, d'activités liées à la politique de santé et de coopérations créatives.

Groupe spécialisé Promotion de la santé et prévention

Le groupe spécialisé Promotion de la santé et prévention s'investit pour le développement de la formation initiale et continue dans ce domaine. À l'occasion de nombreux congrès en Suisse et à l'étranger, il a présenté en 2024 les travaux réalisés et a ainsi contribué à renforcer la collaboration internationale, notamment au sein du réseau DACH de promotion de la santé. La participation du groupe spécialisé au Digital Health Design Living Lab a permis de soutenir financièrement les travaux sur la formation initiale et continue en promotion de la santé. Une collaboration avec Gesundheit Österreich GmbH dans le cadre du réseau DACH de promotion de la santé a pu être développée. Les travaux sur la formation initiale et continue réalisés au cours des années précédentes ont été présentés lors de divers congrès – Armut und Gesundheit à Berlin, European Health Promotion Conference en Pologne, Rencontre du réseau DACH de promotion de la santé à Winterthour – et dans le cadre d'un webinaire de l'EUPHA.

En complément à ces contributions externes, le groupe spécialisé a organisé deux rencontres en ligne avec environ 25 participant-e-s chacune. Au mois d'avril, une discussion a été menée entre les acteurs de la formation initiale et continue en Suisse. Le travail sur ce thème se poursuit dans le cadre d'un projet financé par la SSPH+ et la fondation Promotion Santé Suisse intitulé « Cap4HP : Capacity Building for Health Promotion Professionals in Switzerland ».

La deuxième réunion a eu lieu en octobre et était consacré au thème « Compétences en matière de santé dans le contexte de la promotion de la santé ». Le professeur Carlo Fabian de la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse (FHNW) a donné un aperçu des concepts centraux. L'échange professionnel et la mise en réseau des participant-e-s occupaient également une place importante.

[1] Gupta, J., Bai, X., Liverman, D. M., Rockström, J., Qin, D., Stewart-Koster, B., … Gentile, G. (2024). A just world on a safe planet: A Lancet Planetary Health–Earth Commission report on Earth-system boundaries, translations, and transformations. The Lancet Planetary Health, 8(10), e813–e873.

Groupe spécialisé Global Health

Au cours de l'année 2024, le groupe spécialisé Global Health a été impliqué dans diverses activités visant à promouvoir les échanges sur la santé publique au niveau international. Un événement central était l'organisation de l'atelier « eHealth Surveillance and Outbreak Response Management experiences in Switzerland, Africa and elsewhere » dans le cadre de la Conférence suisse de santé publique à Fribourg. Les 25 participant-e-s ont discuté de la manière dont les systèmes de surveillance numériques sont utilisés pour contrôler les épidémies dans différents contextes. La Dre Helena Greter a présenté les expériences faites en Suisse, notamment en relation aux enquêtes sur la propagation de la listériose et de la salmonellose. La Dre Tanja Barth-Jäggi a décrit l'emploi du Surveillance, Outbreak Response Management and Analysis System (SORMAS) en Côte d'Ivoire, système qui a également été utilisé par certains cantons suisses pour le suivi des contacts pendant la pandémie de Covid-19. En complément, la professeure Patricia Ndumbi de l'OMS a abordé l'importance des systèmes de surveillance standardisés et interopérables pour un contrôle efficace des maladies.

Outre ce travail de fond sur les contenus, le groupe spécialisé a également été impliqué dans des processus politiques. Il a représenté Santé publique Suisse à la conférence annuelle sur la politique extérieure suisse en matière de santé, où il a été annoncé que le Conseil fédéral prolongeait la stratégie correspondante (stratégie PES 2019-2024) jusqu'en 2028. Cette décision souligne la pertinence continue des développements mondiaux en matière de santé pour la Suisse.

En raison du manque d'intérêt de la part des membres, aucune réunion annuelle du groupe spécialisé n'a eu lieu en 2024. Cette évolution soulève la question de l'orientation future du groupe et s'il serait opportun de le restructurer ou de le dissoudre.

Groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents

En 2024, le groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents a poursuivi de manière conséquente ses activités en faveur de la santé mentale des jeunes. Pour ce faire, il s'est basé sur la planification pluriannuelle 2020-2024 de Santé publique Suisse, en particulier sur le thème prioritaire « Enfants et adolescent-e-s en bonne santé ». La mise en place d'une alliance pour la protection et la promotion de la santé mentale des jeunes, initiée dès 2023, a constitué un objectif central. Dans ce cadre, le groupe spécialisé a entretenu une étroite collaboration avec des acteurs pertinents comme Unicef Suisse et Liechtenstein, Pro Juventute, le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ) ainsi que d'autres institutions du domaine telles que CIAO. Ces contacts ont permis d'élargir encore le réseau et de créer des synergies pour le travail commun.

Un mandat confié par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) à Santé publique Suisse, et en particulier à l'auteur de ce rapport, a joué un rôle clé dans la création de l'alliance. Son objectif était tout d'abord d'obtenir une vue d'ensemble des nombreuses exigences du Conseil du futur U24 et de la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ) en matière de promotion de la santé mentale. L'étape suivante a consisté à comparer ces exigences avec les offres existantes afin d'identifier les lacunes. Enfin, une priorisation des mesures a été effectuée en collaboration avec les principales parties prenantes. Le rapport final qui en résulte servira à l'avenir de base aux activités de l'alliance.

Outre le travail de fond sur les contenus, le groupe spécialisé a organisé deux réunions en ligne au printemps et à l'automne. Les discussions y ont porté d'une part sur le rôle de l'approche par les pairs dans le travail de prévention, et d'autre part, sur une meilleure coopération entre les écoles et les services de santé scolaire et autres offres de soutien de l'environnement scolaire. Ces deux thèmes ont suscité un grand intérêt et seront approfondis par le groupe spécialisé dans son travail ultérieur.

Groupe spécialisé Santé mentale

En 2024, le thème de la santé mentale a pris une place plus importante dans la société. Santé publique Suisse a tenu compte de cette évolution en mettant la santé mentale au centre de la Conférence suisse de santé publique 2025. Le groupe spécialisé Santé mentale est impliqué à différents niveaux dans cette manifestation et contribue activement à l'élaboration de son contenu. Parallèlement, une discussion a été initiée au sein du groupe dans l'objectif d'affiner son profil et son orientation future.

Trois réunions du groupe spécialisé ont eu lieu au cours de l'année sous revue, le 17 avril (en ligne), le 19 juin (hybride) et le 18 décembre (en ligne). Elles ont permis de dresser un état des lieux et de discuter du développement du groupe aux niveaux du contenu et de la stratégie.

L'atelier « Monitoring and Managing Mental Health in the Digital Age : Opportunities and Risks », organisé par le groupe spécialisé

dans le cadre de la Conférence suisse de santé publique 2024 et animé par Wim Nieuwenboom, a donné des impulsions essentielles au débat. Les contributions d'Annette Fahr (OFSP), Kathrin Braune-Krickau (ZHAW) et Wim Nieuwenboom (FHNW) ont servi de base à une réflexion approfondie sur les opportunités et les défis des développements numériques dans le domaine de la santé mentale.

Le groupe spécialisé s'est en outre engagé au sein de plusieurs organes pertinents. Il a participé au groupe d'accompagnement du Rapport national sur la santé 2025 de l'Obsan, consacré à la santé mentale, au Scientific Committee de la Conférence suisse de santé publique 2025 ainsi qu'à la « Zürcher Runde » sur les approches par les pairs dans le conseil psychosocial. En étroite collaboration avec le groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents, une commission a été créée avec pour objectif d'organiser un symposium commun sur ce thème en 2025. Le groupe spécialisé Santé mentale était également représenté dans le groupe d'accompagnement du « Concept de santé psychique » de Promotion Santé Suisse, l'intergroupe parlementaire Santé psychique et le groupe d'expert-e-s du Réseau Santé Psychique.

Un autre champ d'activité concernait le conseil technique dans le domaine de la « visualisation des données sur la santé mentale », dans le cadre duquel une conférence a été donnée à la Haute école de Lucerne.

Groupe spécialisé Public Health Surveillance & Monitoring

La surveillance sanitaire et le monitoring de la santé des populations sont au croisement de la santé publique appliquée, des sciences de la santé de la population et de l'épidémiologie. Le groupe spécialisé Public Health Surveillance & Monitoring s'engage à renforcer la visibilité de ce domaine en Suisse en établissant des liens entre la recherche et le développement d'une part, et les besoins concrets en matière de surveillance sanitaire aux niveaux cantonal et national d'autre part.

En 2024, la Conférence suisse de santé publique, organisée à l'Université de Fribourg, a placé cette thématique au centre des débats, soulignant ainsi son importance pour tous les acteurs de la santé publique. Près de 300 participant-e-s se sont réuni-e-s pour discuter des avancées et des défis liés à la surveillance sanitaire et au monitoring de la santé des populations.

L'année 2024 a également marqué la tenue du premier Population Health Monitoring Meeting, organisé à Neuchâtel en collaboration avec l'Obsan. Cet événement a rassemblé chercheur-euse-s et praticien-ne-s du domaine afin de renforcer une culture commune et d'encourager les échanges entre les professionnel-le-s engagé-e-s dans ces activités en Suisse. Il a notamment permis d'aborder les enjeux de l'Enquête suisse sur la santé. Forts du succès de cette première rencontre, les participant-e-s ont décidé d'en faire un rendez-vous annuel, dont la prochaine édition aura lieu le 16 octobre 2025 à l'Obsan.

Groupe spécialisé Digital Public Health

Au cours de l'année 2024, Oliver Grübner, Stéphane Joost et Katharina Jungo ont succédé à Julia Amann et Manuel Schneider en tant que responsables du groupe spécialisé Digital Public Health.

Le groupe spécialisé poursuit l'objectif d'encourager la collaboration interdisciplinaire dans les domaines de la santé numérique, de l'épidémiologie numérique et de la géographie de la santé en Suisse. Il veut offrir une plateforme pour tous les membres de Santé publique Suisse qui s'occupent de technologies numériques dans la prévention, le traitement et la réhabilitation ainsi qu'en relation à des questions de géographie de la santé.

Pour atteindre cet objectif, les membres du groupe s'engagent en faveur d'un échange actif entre les chercheur-euse-s, les expert-e-s en matière de santé et de technologies et les groupes de population spécifiquement concernés. Au cours de l'année sous revue, une nouvelle discussion sur ces objectifs a été menée et les premières activités pour 2025 ont été planifiées. Une étape importante du processus est la réunion en ligne du 7 février 2025, au cours de laquelle les attentes des membres seront discutées. Il s'agira également d'examiner les contributions et initiatives envisageables en 2025 ainsi que les projets à long terme.

Un atelier important est prévu le 16 mai 2025 à l'Université de Lucerne. Intitulé « Digital Public Health & Neuromuscular Diseases – Enhancing Communication and Innovation in Care », il a pour but de discuter de l'utilisation de chatbots pour la communication d'informations médicales sensibles. D'autres thèmes de l'atelier seront l'intégration de solutions numériques dans le système de santé décentralisé de la Suisse ainsi que l'encouragement du dialogue via les plateformes de santé numériques dans le domaine des maladies neuromusculaires, avec un accent particulier sur le dossier électronique du patient (DEP).

1.7

AUTRES ACTIVITÉS ET ENGAGEMENTS

Plateforme pour la prévention de la grippe et du Covid

Dans le cadre de la plateforme pour la prévention de la grippe et du Covid, Santé publique Suisse met en place depuis 2022 un groupe d'expert-e-s qui rassemble des connaissances spécialisées sur la prévention et le contrôle des maladies infectieuses dans les institutions médico-sociales. Les premières recommandations, intitulées « Prévention et contrôle de l'infection en cas d'infections respiratoires aiguës – Guide pour les institutions médico-sociales », ont été publiées en 2023. Au cours de l'année sous revue, l'accent a été mis sur la création de bases juridiques et d'une structure organisationnelle solide pour le groupe d'expert-e-s.

Afin d'obtenir un aperçu de la situation des établissements médico-sociaux en matière de prévention et de contrôle des infections, Santé publique Suisse a effectué un sondage en 2024. Les résultats permettront d'aborder de manière ciblée les futures mesures pour améliorer la prévention des infections et d'orienter les activités du groupe d'expert-e-s vers les besoins des institutions.

La plateforme contribue de manière essentielle à la mise en œuvre de la stratégie NOSO dans les maisons de retraite et les EMS. L'objectif est de donner plus de poids à la prévention des infections dans ces établissements et de mettre à disposition des connaissances pour la pratique. Il convient dans ce contexte de tenir compte de l'hétérogénéité des acteurs. Grâce à son indépendance et à son expérience en matière de coopération interprofessionnelle et interorganisationnelle, Santé publique Suisse peut apporter ici une contribution importante. Il est prévu d'élaborer, conjointement avec l'OFSP et d'autres organisations, une solution pour établir durablement le groupe d'expert-e-s.

Alliance Activité physique, sport et santé

Au début de l'année sous revue, l'Alliance Activité physique, sport et santé a répondu à l'invitation de l'Office fédéral du sport (OFSPO) et a participé à l'atelier « Promotion du sport populaire tournée vers l'avenir », organisé dans le cadre de l'élaboration du rapport sur le postulat du même nom. Sonja Kahlmeier, vice-présidente de l'Alliance et membre du comité de Santé publique Suisse, y a apporté des aspects centraux, dont des approches plus larges de promotion de l'activité physique, l'intégration dans l'aménagement du territoire et les résultats du rapport GAPPA. L'accent a été mis sur les personnes peu actives. Le rapport a été publié fin 2024. Un échange avec l'OFSPO a également eu lieu sur les enjeux actuels de la promotion de l'activité physique.

En automne 2023, l'assemblée générale a chargé le secrétariat de mettre en œuvre le projet « La Suisse, pays de l'activité physique ». En accord avec le budget 2024, l'accent a été mis sur des mesures de collecte de fonds visant à attirer des fondations, des sponsors et de nouveaux membres de l'association pour soutenir le projet. Malgré un écho positif, le financement est resté un défi. Le comité a néanmoins décidé en septembre de poursuivre le développement des trois domaines d'intervention « Environnement favorable à l'activité physique », « Intervention précoce (préscolarité/scolarité) » et « Sport populaire ». Ces activités s'étendront désormais sur une longue période.

Deux réunions des membres ont donné lieu à des échanges professionnels. Au printemps, Jochen Borchert a expliqué comment la Rhénanie-Palatinat est devenu un « Land en mouvement ». En automne, Tamara Estermann-Lütolf a présenté la manière dont le canton de Lucerne combine protection du climat et promotion de l'activité physique.

Des changements ont eu lieu au comité de l'Alliance. Nous remercions Carole Straub, qui a présenté sa démission, pour son engagement. Anne Bernasconi et David Moser ont été élus nouveaux membres du comité. Lors de cinq réunions et d'une retraite, le comité a pris des décisions stratégiques concernant l'avenir de l'association.

Changement de salle lors de la Swiss Public Health Conference 2024

Alliance Alimentation et santé

En 2024, l'Alliance Alimentation et santé s'est penchée de manière intensive sur des thèmes relatifs à la politique en matière d'alimentation. Un accent particulier a été mis sur le Nutri-Score : l'Alliance a informé les membres du Conseil national sur la motion « Mettre un terme à l'emploi problématique du Nutri-Score » et a recommandé son rejet. La motion a néanmoins été adoptée par 102 voix contre 85. Outre une newsletter de l'association au sujet du Nutri-Score, des articles ont été publiés, notamment dans la Revue suisse de médecine nutritionnelle. Le retrait de la Migros du système Nutri-Score a soulevé des critiques, raison pour laquelle l'Alliance a cherché à établir un dialogue direct avec la direction de l'entreprise.

Autre thème crucial, la consommation excessive de sucre. Avec l'appel à agir, l'Alliance s'engage pour une diminution du sucre dans l'alimentation. Des spécialistes telles que Bettina Wölnerhanssen et Anne Christin Meyer-Gerspach ont donné des interviews aux médias comme par exemple le Tagesanzeiger et la présidente de l'Alliance, la conseillère nationale Manuela Weichelt, a été présente dans l'émission « Kassensturz » de la télévision suisse allemande. L'Alliance a en outre apporté son soutien aux deux interventions parlementaires « Réduction du sucre en Suisse. Où va-t-on ? » et « Conséquence de la consommation de sucre sur les primes de l'assurance-maladie ». En 2024, elle a de nouveau été partenaire de l'action MAYbe Less Sugar et a publié une information aux médias à ce sujet. La manifestation sur le thème du sucre, destinée aux membres du Parlement et organisée le 28 mai au Palais fédéral, a constitué un moment fort. Des spécialistes ont informé les participant-e-s des conséquences d'une forte consommation de sucre sur la santé. L'événement a suscité un grand intérêt et des contacts précieux ont pu être noués avec des politicien-ne-s de différents partis.

Le marketing visant les enfants était également inscrit sur l'agenda en 2024. L'Alliance a suivi la révision de la loi sur les denrées alimentaires, qui traitera entre autres cette thématique, et la présidente Manuela Weichelt a été interviewée à ce sujet par 20 Minuten. L'ouverture de la consultation a toutefois été retardée et est désormais attendue pour 2025. Le groupe de travail Alimentation durable a repris ses activités sous la nouvelle responsable Martina Holzmann, en mettant l'accent sur la politique agricole 2030+. Annette Matzke représente l'Alliance au sein du groupe d'accompagnement de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG).

Le comité s'est réuni à trois reprises et deux assemblées des membres ont eu lieu. Les échanges avec la fial, l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) et Promotion Santé Suisse ont encore été approfondis. Pascal Müller et Martina Holzmann ont été nouvellement élus au comité. Annette Matzke, qui s'est investi sans relâche et avec beaucoup de cœur pour l'Alliance Alimentation et santé, a pris congé du comité mais continuera à s'engager.

Alliance pour la santé en Suisse

L'Alliance pour la santé en Suisse s'engage pour que les comportements favorables à la santé soient plus faciles à adopter pour la population. Sous la nouvelle présidente Flavia Wasserfallen, les objectifs stratégiques et les priorités d'action de l'Alliance ont été redéfinis. L'un des principaux objectifs est de donner plus de poids à la prévention dans la loi sur l'assurance-maladie (LAMal) afin d'y créer un meilleur équilibre entre les traitements curatifs et la prévention. L'Alliance exige la mise en place d'une commission fédérale pour la prévention dans les soins qui aurait pour tâche d'élaborer, sur la base des connaissances scientifiques actuelles, des recommandations systématiques pour les prestations de prévention dans la LAMal.

La prévention du tabagisme est une autre priorité de l'Alliance pour la santé en Suisse. Lors de la session de printemps, elle a invité les parlementaires à un petit déjeuner lors duquel des informations sur les cigarettes électroniques ont été présentées. Cet événement a également été organisé dans la perspective des délibérations sur la révision de la loi sur les produits du tabac, que l'Alliance suit de près. L'Alliance participe en outre à l'élaboration d'une solution de suivi des stratégies nationales MNT et Addictions.

En tant que membre de l'Alliance et responsable de son secrétariat, Santé publique Suisse profite du large réseau de spécialistes du domaine de la prévention qu'elle réunit. Thomas Steffen occupe la fonction de vice-président de l'Alliance pour la santé en Suisse et peut faire valoir les préoccupations de Santé publique Suisse.

APN-CH

L'association APN-CH réglemente les infirmier-ère-s de pratique avancée, fixe les conditions d'enregistrement et de réception de l'enregistrement, s'engage pour le développement des profils de rôles de pratique avancée APN et entretient des contacts au niveau international avec des organisations professionnelles. À la fin de l'année sous revue, 180 personnes étaient enregistrées comme « infirmier-ère de pratique avancée APN ».

Le début de l'année a été marqué par des changements au comité : Ursula Wiesli a succédé à Yvonne Willems-Cavalli en tant que présidente de l'association, et les nouveaux membres du comité Peter Wolfensberger et Gabi Brenner ont pris leurs fonctions.

Une étape importante était la publication du rapport sur le projet « Minimal Standards for Certification/Specialisation of APNs (MiS-APN) » en 2024. Il comprend une structure pour la formation des infirmier-ère-s de pratique avancée, la définition des contenus nécessaires et des propositions pour le développement de rôles spécifiques.

Dans le cadre de l'initiative sur les soins infirmiers et de la motion Streiff-Feller sur la réglementation légale des APN, un « sounding board » a de nouveau été convoqué par l'OFSP et le SBFI. APN-CH était représentée par la professeure Romy Mahrer Imhof (présidente de la commission d'expert-e-s) et a apporté son expertise sur les tâches et les compétences des APN, qui ont servi de base à la consultation sur la loi sur les professions de santé.

En novembre 2024, un autre « sounding board » a été créé pour discuter de la rémunération des prestations fournies par les APN. Un groupe de travail composé d'APN en exercice s'est formé et examine à présent quelles sont les tâches qui peuvent faire l'objet d'une rémunération. Afin de défendre les intérêts des expert-e-s en soins, APN-CH est représentée par Ursula Wiesli au groupe de travail et par la professeure Romy Mahrer Imhof au « sounding board ».

Intergroupe parlementaire et coordination politique MNT

Une priorité de l'Alliance pour la santé en Suisse reste l'intergroupe parlementaire « Maladies non transmissibles NCD ». Il a pour objectif d'ancrer durablement dans la politique suisse une promotion de la santé et une prévention efficaces dans le domaine des maladies non transmissibles (MNT). Par le biais de manifestations comme par exemple les « mercredis de la santé », les membres du Parlement sont sensibilisés pour des thèmes d'actualité liés à la prévention.

Durant la session d'été, l'intergroupe parlementaire NCD a organisé un « mercredi de la santé » en coopération avec l'intergroupe parlementaire Politique de la santé. La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider a discuté des affaires de la législature avec des parlementaires et des représentant-e-s de diverses organisations. Santé publique Suisse gère le secrétariat de l'intergroupe parlementaire NCD et assure le lien entre les intergroupes parlementaires actifs dans le domaine de la santé. La coordination politique MNT a pour objectif de coordonner le travail politique de fond des deux organismes responsables de l'intergroupe parlementaire NCD – l'Alliance pour la santé en Suisse et Promotion Santé Suisse – et celui de Santé publique Suisse. Cet engagement commun pour une meilleure promotion de la santé permet d'exploiter les synergies et de soutenir mutuellement les activités.

Pro-salute Suisse

En tant qu'alliance nationale, pro-salute.ch fait entendre la voix des assuré-e-s, des payeur-euse-s de primes, des consommateur-trice-s et des patient-e-s dans le débat sur la politique de la santé. Au cours de l'année sous revue, pro-salute.ch a pris position sur la révision partielle de la loi sur les épidémies, le 2e volet de mesures visant à maîtriser les coûts et sur le crédit « Mesures destinées à garantir la qualité ».

Au mois de juin 2024, les deux initiatives populaires sur le frein aux coûts et sur l'allègement des primes ont été rejetées par le peuple suisse. Des contre-projets indirects sont alors entrés en vigueur, ce que pro-salute.ch salue – elle estime pourtant que d'autres étapes sont nécessaires. La réforme EFAS (financement uniforme des soins ambulatoires et stationnaires), quant à elle, a été approuvée en novembre. pro-salute.ch entend s'engager pour que ce projet soit bien conçu, notamment en ce qui concerne les modalités d'intégration des soins de longue durée, qui doivent encore être élaborées.

Durant l'année 2024, pro-salute.ch a réussi à renforcer encore les coopérations qu'elle entretient. Au cours du premier semestre, un concept de communication a été élaboré et le site web a fait peau neuve.

Les six organisations que représente pro-salute.ch ont en outre commencé à affiner et à formuler leurs positions sur les thèmes « médicaments » et « soins intégrés », en se basant sur les trois maximes qualité, transparence et coûts équitables. Les deux documents seront adoptés dans le courant de l'année 2025.

ScolarMed

ScolarMed Suisse, l'association suisse des professionnel-le-s des services de santé scolaire, œuvre pour la santé des écolier-ère-s.

Au cours de l'année sous revue, ScolarMed a soumis une prise de position sur l'ordonnance concernant le service médical scolaire du canton de Berne. Elle a en outre rédigé une lettre de soutien en faveur du projet de recherche GeNI (Gender concepts and Nutrition In childhood), qui a été approuvé dans le cadre du nouveau programme national de recherche « Gender Medicine and Health » (PNR 83).

Grâce à sa coopération active au sein de l'EUSUHM (European Union for School and University Health and Medicine), ScolarMed Suisse bénéficie d'une mise en réseau et d'échanges au niveau international. Une délégation suisse a participé au congrès « Sustainable Health in Children and Students – Reduce the GAP ! », qui s'est tenu du 3 au 5 octobre 2024, et a eu l'occasion de présenter le travail des services de santé scolaire.

ScolarMed Suisse organise chaque année la Conférence nationale de médecine scolaire en collaboration avec un service de santé scolaire. La manifestation du 5 décembre 2024 était intitulée « Poissons arc-en-ciel et super-héroïnes : la mission du gang des médecins scolaires » et a eu lieu à Wil dans le canton de Saint-Gall. L'un des thèmes centraux en était l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les services de santé scolaires et son influence sur la santé mentale des élèves.

Conférence Médecine de genre et santé publique – Un plus pour toute la société

Programme de mentoring

En collaboration avec les Swiss Public Health Doctors (SPHD), Santé publique Suisse propose un programme de mentoring pour les étudiant-e-s et les doctorant-e-s en santé publique ainsi que pour les jeunes médecins en formation postgraduée pour obtenir le titre de spécialiste en prévention et santé publique. L'objectif est de soutenir la relève dans le choix de profession, l'entrée dans la vie professionnelle et la planification de la carrière. Le programme de mentoring dure un an et est proposé en français et en allemand.

Le 6 juin 2024 a eu lieu l'événement de lancement/clôture, lors duquel les nouveaux mentees et mentors ont été accueillis et les anciens remerciés. Les mentors et mentees sortants ont fait part d'une expérience positive. De plus, les mentees ont eu la possibilité d'échanger leurs expériences. Nous nous réjouissons de poursuivre le programme de mentoring l'année prochaine et d'apporter ainsi une contribution importante à la relève dans le domaine de la santé publique.

Veille politique

Sur mandat de Promotion Santé Suisse, Santé publique Suisse a repris en 2024 la responsabilité du monitoring national des développements politiques dans les champs thématiques suivants : promotion de la santé, prévention, santé mentale, santé au travail et numérisation dans le système de santé.

Avant chaque session du Parlement national, Santé publique Suisse publie un aperçu des affaires pertinentes avec des liens, de brèves descriptions et les décisions précédentes. Au terme de la session, une rétrospective informe sur les décisions prises et les nouvelles interventions. En complément, Santé publique Suisse propose des mises à jour mensuelles sur les délibérations en cours, les messages du Conseil fédéral et les procédures de consultation.

Les rapports sont publiés en allemand et en français et offrent une orientation précieuse aux acteurs du domaine de la santé.

prevention.ch

prevention.ch est la plateforme centrale en ligne pour la promotion de la santé et la prévention en Suisse. Elle met en réseau les spécialistes, fournit des informations fiables et soutient les acteurs lors de la mise en œuvre de mesures de prévention efficaces. Au sein de l'équipe de rédaction de prevention.ch, Santé publique Suisse est responsable du thème maladies non transmissibles (MNT). Nous proposons des sujets d'actualité liés à la santé publique ainsi que des informations sur des acteurs pertinents, des connaissances scientifiques et de nouveaux projets en Suisse et à l'étranger.

Au cours de l'année sous revue, prevention.ch a lancé le thème du mois, une newsletter mensuelle qui informe en détail sur un secteur de la promotion de la santé et de la prévention et qui présente en outre divers acteurs et projets.

Groupe d'experts pour la désaccoutumance au tabac et à la nicotine

Les professionnel-le-s de la santé de différents domaines jouent un rôle décisif dans le soutien des fumeur-euse-s lors de la désaccoutumance au tabac. Des bases techniques communes à tous les groupes professionnels et régulièrement mises à jour sont d'une grande importance pour le travail de ces professionnel-le-s. Dans l'objectif d'élaborer et d'actualiser de telles bases, de formuler des prises de position et des recommandations et de mettre en réseau les acteurs, le Fonds de prévention du tabagisme (FPT) a créé il y a quelques années un groupe d'experts pour la désaccoutumance au tabac et à la nicotine. Avec effet au début 2025, Santé publique Suisse assure le secrétariat scientifique de ce groupe d'experts. Les travaux de reprise ont été entamés au cours de l'année sous revue. Nous sommes heureux de soutenir le groupe dans son important travail et de contribuer ainsi au développement des bases nationales pour la désaccoutumance au tabac.

2.1
L'ASSOCIATION

Santé publique Suisse est l'organisation indépendante nationale qui défend le point de vue de la santé publique.

Elle est le réseau inter-thématique et interdisciplinaire national pour les professionnel-le-s de la santé publique et elle vise à créer des conditions cadres optimales pour la santé de la population en Suisse. Elle offre son expertise aux décisionnaires.

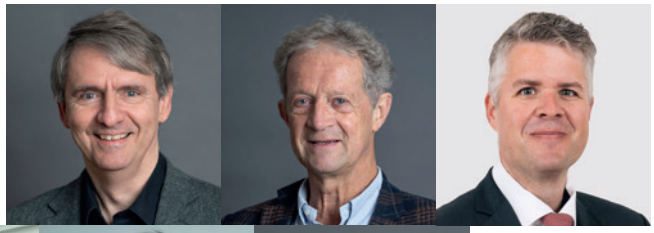
Santé publique Suisse dispose de huit groupes spécialisés et organise chaque année la Conférence suisse de santé publique de deux jours, la Conférence nationale sur la démence d'un jour ainsi que plusieurs symposiums et webinaires d'une demi-journée sur des sujets d'actualité liés à la politique de la santé. Fin 2024, l'association comptait 739 membres, parmi lesquels 610 membres individuels, 110 membres collectifs et 19 membres donateurs.

2.2
LE COMITÉ

Le comité est l'organe directeur de Santé publique Suisse. Il s'est réuni six fois au cours de l'année 2024 pour discuter des affaires courantes ainsi que de la planification annuelle, des finances et des manifestations.

Jennifer Hasselgard-Rowe a quitté le comité directeur en mai 2024. Nous la remercions chaleureusement pour son précieux engagement !

Nom	Fonction	Organisation / Institution
Thomas Steffen	Président	Dr med., MPH, médecin spécialiste en prévention et santé publique
Daniel Frey	Responsable du groupe spécialisé Santé des enfants et adolescents	Dr med. FMH Pédiatrie, divers mandats
Marc Fuchs	Ressort Finances	Responsable Operations, COO Siloah-Gruppe
Arnaud Chiolero	Membre du conseil d'experts	Prof. Dr med., Population Health Laboratory (#PopHealthLab), Université de Fribourg, codirecteur de la Swiss School of Public Health (SSPH+)
Sonja Kahlmeier	Membre du conseil d'experts	Prof. Dr, propriétaire de City Health, chargée de cours FHNW et Haute école spécialisée à distance suisse
Stéfanie Monod	Membre du conseil d'experts	Prof. tit. Dr med., codirectrice du Département épidémiologie et systèmes de santé, Unisanté
Isabel Zihlmann	Ressort Groupes spécialisés, responsable du groupe spécialisé Nutrition	Dipl. œc. troph., MPH, spécialiste en sciences de l'alimentation et de la santé
Jennifer Hasselgard-Rowe		Dr, Institut de santé globale, Université de Genève



2.3

LE CONSEIL D'EXPERTS

Le conseil d'experts est un organe législatif de Santé publique Suisse et est responsable de l'orientation thématique à long terme de l'association. Il s'est réuni à trois reprises au cours de l'année 2024.

Au niveau du contenu, l'accent a été mis sur la planification pluriannuelle 2025-2028, notamment sur le positionnement politique concernant les maladies non transmissibles (MNT) et la santé mentale. Le rôle de Santé publique Suisse dans le système de santé et la mise en réseau avec d'autres acteurs ont également été discutés.

Parmi les autres thèmes abordés figuraient la gestion des pandémies dans la loi sur les épidémies, l'évolution démographique, le changement climatique et l'importance du lieu de travail pour la prévention. Le groupe s'est en outre penché sur la proposition d'une section junior pour renforcer la relève et sur les comptes annuels 2023 de l'association.

Avec ces points forts, le conseil d'experts a contribué de manière déterminante au développement stratégique et au positionnement politique de Santé publique Suisse.

Bettina Borisch, Myriam Pasche et Mirjam Rodella Sapia ont démissionné du conseil d'experts en mai 2024. Nous saisissons cette occasion pour les remercier chaleureusement de leur engagement précieux et de longue date !

Nom	Organisation / Institution
Thomas Steffen	Président Santé publique Suisse
Julia Amann	Responsable de projet Stratégie et innovation, Careum
Verena Biehl	Chargée de cours Promotion de la santé et prévention, ZHAW
Stephen Jenkinson	Responsable Innovations, Société Suisse des Pharmaciens pharmaSuisse
Arnaud Chiolero	Professeur de santé publique, directeur du Population Health Laboratory, Université de Fribourg
Stéfanie Monod	Codirectrice du Département épidémiologie et systèmes de santé, Unisanté
Julia Dratva	Directrice du centre de recherches Sciences de la santé, ZHAW
Daniel Frey	Expert indépendant
Andrea Weber-Käser	Secrétaire générale de la Fédération suisse des sages-femmes
Sonja Kahlmeier	Propriétaire de City Health
Tanya Kasper Wicki	Coordinatrice Swiss Learning Health System, département Health Science & Medicine, Université de Lucerne
Roswitha Koch	Responsable Développement des soins infirmiers et International, ASI
Alfred Künzler	Psychologue spécialisé en psychologie de la santé et psychothérapie
Marc Fuchs	Responsable Operations, COO Siloah-Gruppe
Wim Nieuwenboom	Chargé de cours, Haute école de travail social, FHNW
Julie Page	Codirectrice du bureau de coordination, Réseau Santé Psychique Suisse
Stéphanie Pin	Responsable du département Santé publique et préventions, Unisanté Lausanne
Carlos Quinto	Médecin spécialiste, membre du comité central de la FMH
Sabine Rohrmann	Directrice du registre des tumeurs des cantons de Zurich et Zoug
Sabine Schläppi	Directrice exécutive ChiroSuisse
Susanne Stronski	Codirectrice du Service de santé publique de la Ville de Berne
Thomas Vogel	Économiste dans le domaine de la santé, Hôpitaux Universitaires de Genève HUG
Ralph Wettach	Président Psychologie scolaire Suisse, directeur du service de psychologie scolaire du canton de St-Gall
Felix Wettstein	Conseiller national, professeur, Haute école de travail social FHNW
Kaspar Wyss	Professeur, directeur du Swiss Centre for International Health, Swiss TPH
Isabel Zihlmann	Chargée de cours, Haute école spécialisée à distance suisse, diététicienne indépendante
Bettina Borisch	Directrice World Federation of Public Health Associations, professeure à l'Université de Genève
Mirjam Rodella Sapia	Médecin spécialiste en médecine interne générale exerçant dans son propre cabinet
Myriam Pasche	Directrice du service des sports, Lausanne

SWISS PUBLIC HEALTH CONFERENCE
SWISS PUBLIC HEALTH CONFERENCE

2.4
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES MEMBRESS MEMBRES

L'assemblée générale des membres est l'organe suprême de Santé publique Suisse.

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 15 mai 2024, toutes les propositions à l'ordre du jour ont trouvé une majorité. Arnaud Chiolero et Stéfanie Monod en tant que membres du comité ainsi que Tanya Kasper Wicki, Stephen Jenkinson et Andrea Weber en tant que membres du conseil d'experts ont été élu-e-s à l'unanimité.

Le conseiller national Felix Wettstein (Vert-e-s, Soleure), membre du conseil d'experts, a tenu un discours d'introduction intitulé « Un regard sous la coupole du Palais fédéral : comment se forme l'opinion ? Qui exerce une influence et comment ? »

2.5
LE SECRÉTARIAT

La gestion opérationnelle de Santé publique Suisse incombe au secrétariat, situé à Berne.

Jusqu'au 31 octobre 2024, le secrétariat était placé sous la direction de Corina Wirth. Ses adjointes Verena Hoberg et Stefanie Zehnder ont ensuite pris le relais jusqu'à ce que la nouvelle directrice, Bettina Mæschli, prenne ses fonctions le 1er mars 2025.

Fin 2024, Santé publique Suisse employait six collaboratrices et collaborateurs (4,3 équivalents temps plein).

PUBLIC HEALTH SCHWEIZ
SANTE PUBLIQUE SUISSE
SALUTE PUBBLICA SVIZZERA

The Swiss Society for Public Health

L'équipe de gauche à droite : Gabriela Bannwart, Martina Zürcher, Mavila Lutumba, Verena Hoberg, Corina Wirth, Stefanie Zehnder, Luana Marbot

Santé publique Suisse
Dufourstrasse 30
CH-3005 Berne
Tél. +41 31 350 16 00
info@public-health.ch
www.public-health.ch